



Déclaration Comité Technique Local

Le 2 avril 2019 ,

Monsieur le président,

Nous ne siégerons pas à ce Comité Technique Local.

En revanche nous avons des choses à vous dire.

Près d'un mois après une audience où les organisations syndicales vous ont apporté une pétition massivement signée par les collègues, pétition dans laquelle les agents de l'Ardèche exigeaient de connaître votre projet de géographie revisitée, toujours pas un mot...

« Le [silence](#) est l'expression la plus parfaite du mépris », disait Georges Bernard Shaw. C'est exactement le ressentiment des collègues actuellement en Ardèche.

C'est un jeu dangereux auquel vous vous prêtez avec l'aval des ministres et du directeur général.

Mais après l'inquiétude viendra la colère...

Concernant la géographie revisitée, Olivier DUSSOPT par un message sur son compte Facebook liste ses projets pour la DGFIP,... et pour l'Ardèche.

Nous vous en faisons lecture....

En dix ans, 1200 perceptions ont été fermées dans tout le pays au rythme de plans annuels de restructuration sans visibilité pour les agents des finances publiques et les usagers. Avec Gérard Darmanin, nous voulons changer la méthode et les objectifs. Nous voulons de la lisibilité, de la transparence et réinstaller des services dans les zones rurales pour rapprocher l'administration des usagers. C'est ce que j'ai annoncé aux délégués syndicaux de la DGFIP :

- ouverture d'une concertation avec les agents et les élus pour établir une carte des services en 2022 dans chaque département, avec une logique de bassin de vie, et donc un plan pluriannuel.

Comment discuter d'un plan déjà entériné par les Directions Locales, les préfets, et la DG, et qui ne parlera que de suppressions et destructions??!!!! Les agents veulent voir leurs services renforcés et non pas détruits!!!

Depuis 10 ans des perceptions ferment mais pas que : vous supprimez des emplois, vous régionalisez des services, vous fusionnez des services, vous dématérialisez à outrance, vous limitez les moyens de paiement, vous supprimez les RH de proximité, vous attaquez les droits à mutation, vous diminuez drastiquement le pouvoir d'achat des agents, vous dégradez les conditions de travail des agent, etc...

- augmentation du nombre de points de contact et d'accueil physique du public en s'appuyant notamment sur le réseau des maisons de services publics

CE NE SONT PAS DES MAISONS DE SERVICE PUBLIC, ce ne sont que des leurres. La transparence prônée par le secrétaire d'État devrait commencer par utiliser les bons termes au lieu d'essayer de tromper le citoyen ! Maisons de Service AU Public

- confortement du conseil aux élus et aux collectivités avec des conseillers spécialisés répartis sur le territoire départemental.

Des conseillers spécialisés de la sphère Privée?????!!

- amélioration des conditions de travail en regroupant les agents chargés de tâches dites de « back-office », avec maintien d'antennes quand c'est nécessaire (comme pour les services de publicité foncière par exemple).

Comment améliorer les conditions de travail en déplaçant les agents, en créant des structures à 50 agents ??????!!

- identification des services installés à Paris, ou dans des métropoles, qui pourraient être installés en zone rurale ou péri-urbaine

NOUS VOULONS DES SERVICES LOCAUX ET DE PROXIMITÉ dans nos territoires! Pas des services déconnectés de la population!

- généralisation de l'accueil sur rendez-vous pour éviter les temps d'attente.

Les usagers veulent voir des personnes physiques pour répondre à leurs questions, pas un écran avec un agent "dématérialisé", ni une intelligence artificielle !!!!

- prise en compte des logiques de territoire. Cela signifie par exemple le maintien de deux SIE en Ardèche pour le nord et le sud du département.

Vous ne nous en aviez pas parlé à l'audience mais votre secrétaire d'Etat fait office de « pigeon voyageur » et nous l'annonce : plus que deux SIE... nous exigeons d'en savoir plus!

Et pas que concernant les SIE, mais concernant la globalité de votre plan !

Vous vous dites conscient de l'inquiétude dans les services, PROUVEZ-LE !

POUR FINIR, NOUS VOUS SIGNIFIONS QUE LA CGT FONCTION PUBLIQUE A DÉPOSÉ UN PRÉAVIS DE GRÈVE QUI COUVRE TOUT LE MOIS D'AVRIL.

Julien PETIT
Pierre THOMBRAU
Valérie TANNAY
Hervé LE DALLIC